cerfa
N° 14187*07

Formulaire obligatoire
(art. 1477-2 du code général des impôts)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

N° 1447-C-SD
(Novembre 2016)
FISCALITÉ DIRECTE LOCALE

CFE

COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2017

DÉCLARATION INITIALE
en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant intervenu en 2016

DÉPARTEMENT	
COMMUNE DU LIEU D'IMPOSITION	

TIMBRE À DATE DU SERVICE

Renvoyez un exemplaire AVANT LE 1er JANVIER 2017 au service des impôts des entreprises ci-dessus, auquel vous pouvez vous adresser pour tout renseignement.

ou téléphonez au :

ou messagerie :

A1 Identification de l'entreprise

COMPLÉTER ou RECTIFIER dans la partie droite les mentions absentes ou erronées

Dénomination ou nom et prénom — 1

Activités exercées — 2

Adresse dans la commune — 3

Adresse où doit être envoyé l'avis d'imposition en cas d'édition sous format papier — 4

Numéro SIRET de l'établissement — 5

Code de l'activité de l'établissement (NACE) — 6

Inscription au répertoire des métiers et de l'artisanat — 7 ☐ OUI ☐ NON

Comptable de l'entreprise

Nom :
Adresse :
Numéro de téléphone :
Adresse électronique :

A2 Activité professionnelle exercée de mon domicile ou exercée en clientèle

Si vous ne disposez d'aucun autre local, cochez la case ☐ Précisez la surface occupée pour les besoins de l'activité exercée à domicile :

Nom et adresse de la personne ayant établi la déclaration si elle ne fait pas partie du personnel salarié de l'entreprise.

Téléphone :
Adresse électronique :

À ..... le .....
Signature

Les dispositions des articles 39 et 40 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, garantissent les droits des personnes physiques à l'égard des traitements des données à caractère personnel.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

1447-C-K – IMPRIMERIE NATIONALE 2016 01 58069 ND – Novembre 2016 – 2016-09-PF 003 925

A3 Origine de l'établissement (case à cocher)

☐ Création d'établissement ☐ Début d'activité ☐ Transfert d'activité

☐ Acquisition d'établissement ☐ Apport ☐ Scission ☐ Fusion

A4 Identification de l'ancien exploitant ❶

Dénomination ou Nom et Prénom	
Activité exercée	

B1 Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2015 ou exercice de 12 mois clos en 2015

Entreprise créée en 2016				Entreprise existante en 2015			
Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	1	...../...../.....		Date de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa)	12	...../...../.....	
Effectif au cours de l'année civile 2016 ❷	2	,		Effectif au cours de l'année civile 2015 ❷	13	,	
dont affecté à une activité artisanale	3	,		dont affecté à une activité artisanale	14	,	
dont Apprentis sous contrat	4	,		dont Apprentis sous contrat	15	,	
dont Handicapés physiques	5	,		dont Handicapés physiques	16	,	
Chiffre d'affaires HT ou recettes HT estimés pour 2016	6			Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2015 (ou de l'exercice clos en 2015, lorsque sa durée est égale à 12 mois mais ne coïncide pas avec l'année civile)	17		
Ajustement à l'année ❸ 7 (ligne 6) x 12 ☐	8			Ajustement à l'année ❸ 18 (ligne 17) x 12 ☐	19		
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2016 ❹	9			Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2015 ❹	20		
Ajustement à l'année ❸ 10 (ligne 9) x 12 ☐	11			Ajustement à l'année ❸ 21 (ligne 20) x 12 ☐	22		

B2 Renseignements pour l'établissement

Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2016 ❺		1	,
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée d'exploitation en semaines (cocher la case) ❻ ☐	Durée d'exploitation pour le nouvel établissement en 2016 (en semaines)	2	
	Durée d'exploitation normalement prévue en 2017 (en semaines)	3	
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale (cocher la case) ❼ ☐	Indiquer la date d'entrée dans le statut de micro-entrepreneur (jj/mm/aaaa)	4	...../...../.....
En cas d'exercice de l'activité de diffuseur de presse, cocher la case ❽		5	☐
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case		6	☐
En cas d'éolienne produisant de l'énergie électrique, cocher la case ❾		7	☐
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ❿		8	...../...../.....
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⓫		9	, %

Vous êtes dispensé de remplir ce cadre si vous avez coché la case A2 de la page 1.

C Biens du nouvel établissement passibles d'une taxe foncière (12)

Informations **obligatoires** sauf si elles ont été fournies en réponse à la lettre d'accueil adressée par l'administration lors de la prise en compte de la création de l'établissement. En vertu de l'article 1729 B.2 du Code général des impôts, les omissions ou inexactitudes constatées dans un document qui doit être remis à l'administration fiscale entraînent l'application d'une amende de 15 € par omission ou inexactitude sans que le total des amendes applicables aux documents devant être produits simultanément puisse être inférieur à 60 € ni supérieur à 10 000 €. Si ce cadre est insuffisant, joindre un état établi sur ce même modèle.

Bien n° 1		
Nature du bien (13)	1	
Adresse du bien	2	
Situation du bien (bâtiment, étage, escalier)	3	
Le cas échéant, numéro de lot dans la copropriété	4	
Identité de l'occupant précédent	5	
Date de début d'occupation du bien	6	
Superficie totale des locaux en m²	7	
Détail (en m²) de l'affectation de la superficie à usage : – Professionnel	8	
– Industriel	9	
– Commercial	10	
– Habitation	11	
Détail (en m²) de l'utilisation des surfaces à usage professionnel en : – Magasin	12	
– Entrepôt	13	
– Bureaux	14	
– Autres à préciser	15	
Vous êtes : – Propriétaire	16	☐
– Locataire Dans l'affirmative, veuillez joindre la copie du bail et préciser le nom et l'adresse du propriétaire	17	☐ Nom et adresse du propriétaire :
– Sous-locataire Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, du titulaire du bail et joindre le contrat de sous location	18	☐ Nom et adresse du propriétaire : - Nom du titulaire du bail :
– En domiciliation commerciale Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat de domiciliation commerciale	19	☐ Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :
– En domiciliation à titre gratuit Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat ou la convention de domiciliation	20	☐ Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :
Si vous partagez des locaux, veuillez indiquer le nom des autres utilisateurs	21	
Si vous disposez de places de parkings réservées exclusivement à l'exercice de votre activité professionnelle, préciser leur nombre et leur adresse si cette dernière est différente de celle de votre activité professionnelle.	22	☐ Nombre de places : Adresse :
Si vous êtes membre d'une SCM, veuillez indiquer le SIREN de la SCM et la surface du bien occupée à titre privatif	23	SIREN : Surface en m² :
Si vous êtes loueur en meublé, précisez la nature du local loué : – local d'habitation personnelle classé « meublé de tourisme »	24	☐
– local d'habitation personnelle loué meublé autre que ceux visés aux 1° et 2° de l'art. 1459 du CGI	25	☐
– autre local loué meublé	26	☐
Pour les biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A *bis* du CGI, indiquer le pourcentage de réduction (100, 75, 50 ou 25) et la 1re année d'entrée du bien dans la base d'imposition. (14)	27	- Pourcentage de réduction : - 1re année d'entrée du bien :

D Exonérations et abattement

Si vous remplissez les conditions, veuillez indiquer l'exonération pour laquelle vous désirez opter

Cocher ci-dessous les cases ⓯ correspondant à votre choix (une seule ligne de choix possible)

EXONÉRATIONS ACCORDÉES SUR DÉLIBÉRATIONS DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE		CVAE	
Entreprises de spectacles vivants (art. 1464 A 1° du CGI) ⓰		1		2	
Établissements de spectacles cinématographiques (art. 1464 A 3° à 4° du CGI) ⓰		3		4	
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dans le cadre : ⓱ *(préciser le régime d'exonération, une seule ligne possible)*	– du régime de l'article 44 *sexies* du CGI (création d'entreprises nouvelles)	5a		6a	
	– du régime de l'article 44 *septies* du CGI (création d'entreprises nouvelles pour la reprise d'entreprises industrielles en difficulté)	5b		6b	
	– du régime de l'article 44 *quindecies* du CGI (création ou reprise d'entreprises dans les zones de revitalisation rurale)	5c		6c	
« Jeunes entreprises innovantes » ou « jeunes entreprises universitaires » (art. 1466 D du CGI) ⓲		7		8	
Exonération en faveur des caisses de crédit municipal (art.1464 du CGI) ⓳		9		10	
Médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires ruraux (art. 1464 D du CGI) ⓴		11		12	
Activités gérées par des services d'activités industrielles et commerciales (art. 1464 H du CGI) ㉑		13		14	
Indiquer la date de début de gestion :	**15**				
Libraires indépendants (art. 1464 I du CGI) ㉒		16		17	
Établissements situés dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I du CGI) ㉓		18		19	
Établissements situés dans les zones de restructuration de la défense (art. 1466 A-I *quinquies* B du CGI) ㉔		20		21	
Diffuseurs de presse spécialistes (art. 1464 L du CGI) ㉕		22		23	
Exonération de 100 % de la valeur locative des installations antipollution passibles de taxe foncière et des matériels passibles de taxe foncière destinés à économiser l'énergie ou à réduire le bruit (art. 1518 A du CGI) ㉖		24			
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :	**25**				
Abattement de 50 % de la valeur locative des biens passibles de taxe foncière affectés à des activités de recherche industrielle (art. 1518 A quater du CGI) ㉗		26			
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération de CFE est demandée :	**27**				

EXONÉRATIONS ACCORDÉES DE DROIT SAUF DÉLIBÉRATIONS CONTRAIRES DES COLLECTIVITÉS LOCALES		CFE		CVAE	
Établissements situés dans les bassins d'emploi à redynamiser (art. 1466 A-I *quinquies* A du CGI) ㉘		28		29	
Changement d'exploitant réalisé en 2016 dans une zone franche urbaine, territoire entrepreneur (poursuite de la période d'exonération du prédécesseur) (art.1466 A-I *sexies* du CGI) ㉓		30		31	
Micro-entreprises commerciales situées dans un quartier prioritaire de la politique de la ville (art. 1466 A-I *septies* du CGI) ㉙		32		33	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :	**34**				
Pour chacun de ces biens, préciser par un pourcentage la proportion du local concerné affecté à l'activité exonéréé :	**35**	**%**			
Exonération en faveur de certaines locations en meublé (art. 1459-3° du CGI) ㉚		36		37	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :	**38**				
Établissements situés dans les départements d'outre-mer (art.1466 F du CGI) ㉛ Dans ce cas, cocher le taux de l'abattement auquel vous avez droit : – Abattement simple (65 %) **41** ☐ – Abattement majoré (80 %) **42** ☐		39		40	

Option pour l'encadrement communautaire ㉜	**43**	☐

AUTRE EXONÉRATION DE DROIT		CFE		CVAE	
Exonération en faveur des jeunes avocats (art.1460-8° du CGI) ㉝		44		45	
Exonération de l'activité de production de biogaz, d'électricité et de chaleur par méthanisation, réalisée dans les conditions prévues à l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime (art. 1451 I 5° du CGI) ㉞		46		47	
Préciser le n° du bien du cadre C pour lequel l'exonération est demandée :	**48**				

EXONÉRATIONS NÉCESSITANT UNE DÉCLARATION SPÉCIFIQUE N° 1465-SD DISPONIBLE SUR LE SITE WWW.IMPOTS.GOUV.FR		CFE		CVAE	
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones… ㉟	**– d'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)**	**49**		**50**	
	– d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises (art. 1465 B du CGI)	**51**		**52**	
	– de revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI)	**53**		**54**	